



TEMPLE
ACCOUNTING &
TAX SERVICES



Budget de l'île Maurice 2021-22 Les Points Pertinents

PART OF



TEMPLE
GROUP

Contents

- 03-05 **Temple Accounting & Tax Services – Point de Vue**
- 06-08 **Mesures Financières & Perspectives Economiques**
- 09-12 **Le “Global Business” et le Cadre Reglementaire**
- 13-14 **Fiscalité Directe sur les Revenus**
- 15-21 **Incitations Sectorielles**
- 22-26 **Immigration & Residence**
- 27-30 **Commentaire de Cloture**



Temple Accounting & Tax Services – Point de Vue (TACTS)



TACTS



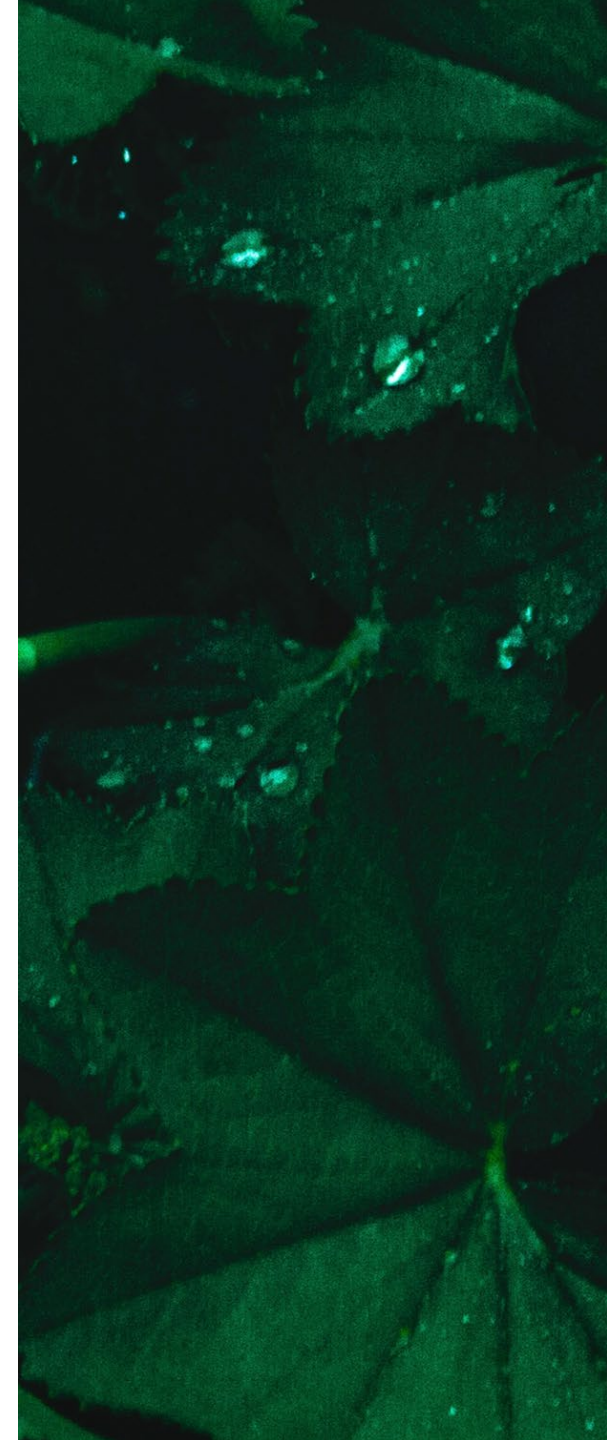


TACTS – Point de Vue

Le discours du Budget des finances de Maurice 2021-22 prononcé par l'Honorable Ministre des Finances plus tôt dans la soirée présente la vision du gouvernement dans la mesure où l'équilibre entre les dépenses et les engagements sociaux, la collecte des revenus, la relance de l'économie et la préservation de la richesse publique sous les nuages continus de la pandémie.

Le Ministre a fondé la stratégie de Maurice sur 3 éléments saillants :

- **Reprise :** Préservation et création d'emplois
- **Relance :** Prévoir une croissance du PIB de 6% pour le monde et 9% pour le pays
- **Résilience :** Le chômage est maintenu à 9,2 % pour 2021 et devrait passer sous les 4 % en 2022

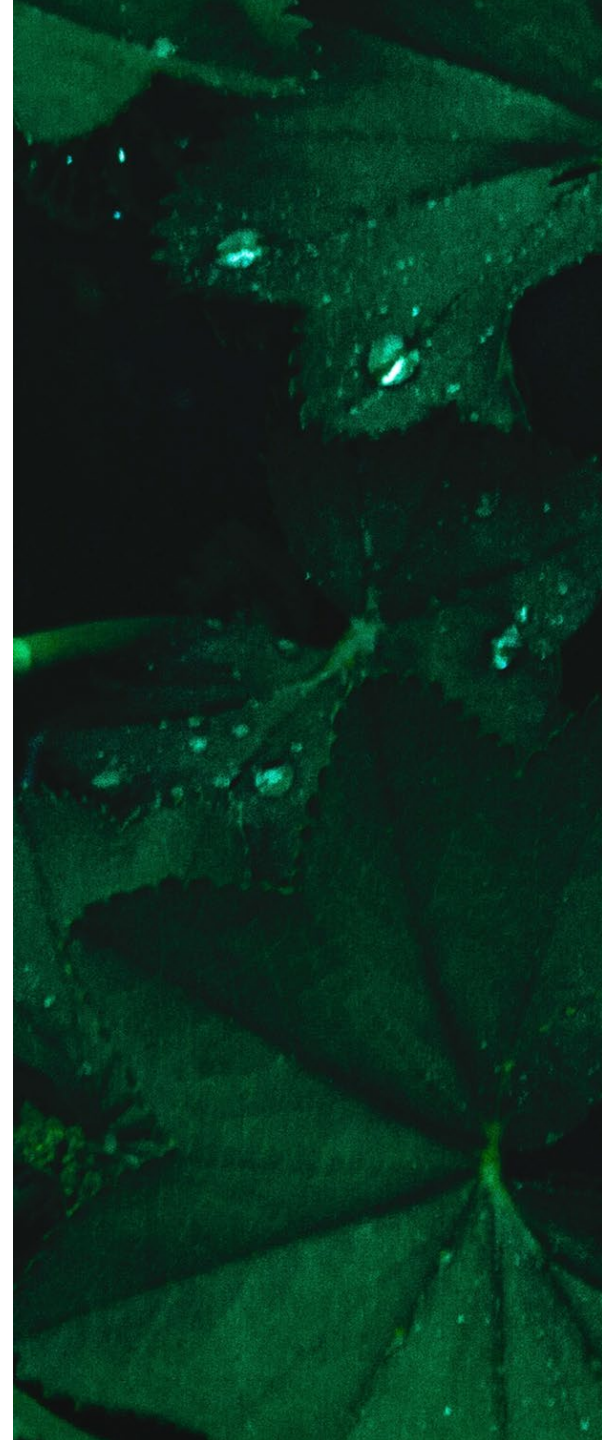




TACTS – Point de Vue

Le Ministre a mis l'accent sur la prestation de services publics, via les dépenses à plusieurs niveaux des projets du gouvernement.

Cela contribuera à faire bouger l'économie locale et le marché du travail ainsi qu'à propulser une consommation supplémentaire. Une concentration plus forte sur la réforme globale et les soins publiques ont été les piliers de ce budget, sans aucun changement majeur au régime fiscal. C'est un soulagement bienvenu pour tous, y compris l'industrie et les entreprises.





TACTS

Mesures Financières et Perspectives Economiques





Mesures macroéconomiques budgétaires et perspectives économiques

Le budget met en outre l'accent sur

- La stimulation des investissements
- Une nouvelle architecture économique
- Restaurer la confiance

Une série de mesures ont été annoncées pour augmenter les dépenses publiques et offrir des incitations aux PME ainsi qu'aux grands employeurs. Ces actions serviront également de tremplin pour la création de nouveaux emplois tant dans le secteur public que privé.

Avec environ 5 000 postes vacants qui devraient être pourvus dans le secteur public au cours de l'exercice à venir et passer à 10 000 d'ici 2024, le gouvernement cherche à investir dans la requalification et la reconversion des secteurs ayant souffert de licenciements avec l'intention d'absorber une partie de ces ressources dans les secteurs public et privé.

Cela procurera un soulagement individuel et le maintien de l'harmonie sociale et économique. Nous nous félicitons de ces mesures positives menées par le gouvernement.





Mesures Financières et Perspectives Economiques

Une proposition de dépenses publiques de MRU 65 milliards à consacrer aux logements, aux infrastructures publiques, à l'environnement, à la gestion des crues éclair, entre autres, contribuera à stimuler la construction et l'immobilier. À son tour, cela devrait conduire à l'expansion d'autres secteurs de l'économie et augmenter la consommation globale et la croissance économique.

Le Gouvernement, prenant les devants sur fond de détresse du COVID 19, est louable et démontre un signe de confiance pour les entrepreneurs privés et les investisseurs étrangers.

Nous prévoyons une augmentation des investissements directs étrangers (IDE) et de l'activité économique dans l'immobilier, l'éducation, la santé et l'hôtellerie, à la suite des différentes mesures annoncées.

L'augmentation des IDE contribuera également à stabiliser la roupie mauricienne et à augmenter les réserves du FOREX.



Le “Global Business” & Le Cadre Règlementaire



TACTS





Le “Global Business” et le Cadre Règlementaire

INSOLVENCY ACT

Des développements seront proposés dans ce domaine pour s'aligner sur les pratiques d'insolvabilité mises à jour depuis 2009 avec un accent particulier sur la préservation des entreprises dans le contexte de la pandémie.

Lutte contre le blanchiment d'argent/le financement du terrorisme

Le « AML/CFT Core Group » doit être établi en vertu de la loi sur le renseignement financier et la lutte contre le blanchiment d'argent dans le but d'aligner le pays sur les principes directeurs de l'OCDE et d'offrir une sécurité et un contrôle accrus des transactions.

La loi sur l'insolvabilité sera également modifiée pour qu'un liquidateur puisse désormais divulguer ses devoirs et obligations à la FSC en vertu de tout arrangement ou accord d'échange d'informations, offrant ainsi une couche supplémentaire de protection commerciale.





Le “Global Business” et le Cadre Règlementaire

SECTEUR BANCAIRE

La Banque de Maurice introduira une nouvelle directive sur l'utilisation de l'interface de programmation d'applications (« APIs ») , pour soutenir les initiatives de banques ouvertes.

En outre, le budget 2021-2022 vise à habiliter la Banque de Maurice à mettre en place un registre centralisé des titulaires de comptes bancaires, étape supplémentaire pour enquêter sur les crimes financiers graves.





Le “Global Business” et le Cadre Règlementaire

INCITATIONS FISCALES SUPPLÉMENTAIRES

Le champ d'application du « Partial Exemption Tax Regime » sera élargi pour inclure les « investment dealers » et d'autres activités de crédit-bail.

Le régime de congé fiscal est également étendu aux « Family Offices », aux « Fund Managers » et aux « Asset Managers » de 5 à 10 ans. Les « Family Offices » n'auront plus besoin de la « Global Business License ».

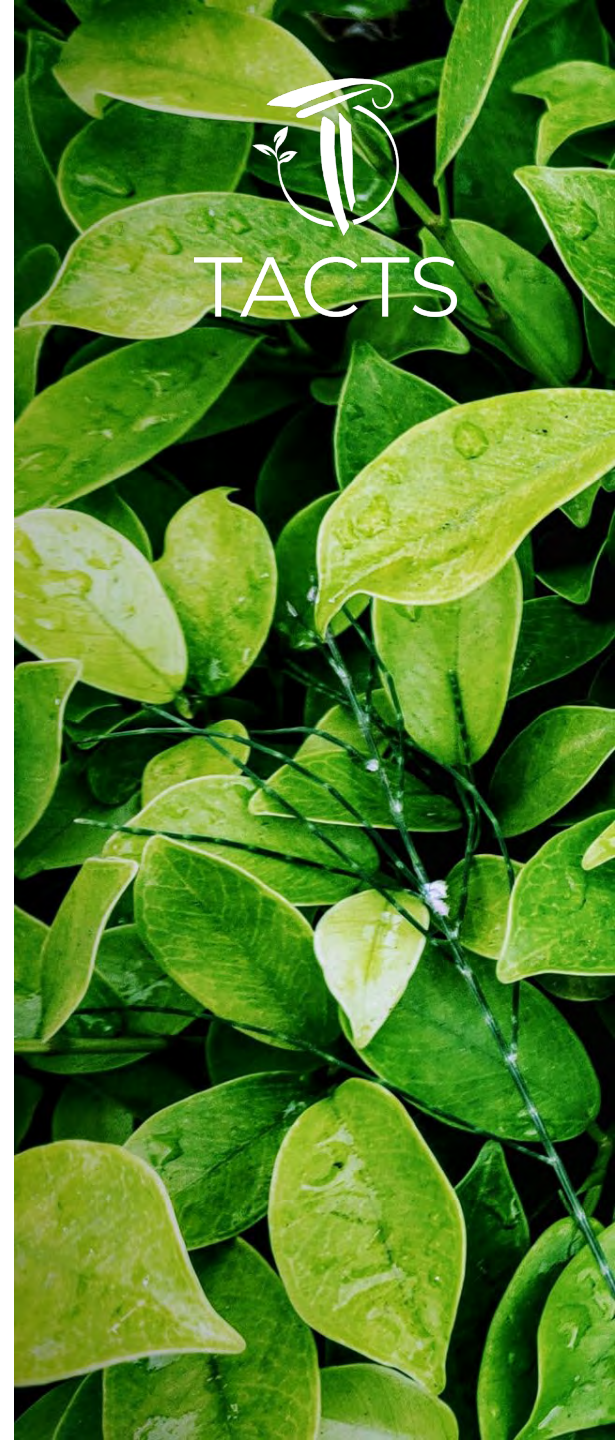
À notre avis, ce sont des ajouts bienvenus au régime du « global business » déjà bien établi qui, sur les recommandations de l'OCDE, s'est aligné sur les pratiques fiscales mondiales et a maintenu son statut de centre de services financiers légitime et viable.

Les banques internationales seront autorisées à créer des succursales régionales et locales conformément aux directives révisées de la Banque de Maurice, permettant ainsi de plus grandes options bancaires aux investisseurs internationaux et augmentant la liquidité du système fiscal.





Fiscalité Directe sur les Revenus



TACTS





Fiscalité Directe sur les Revenus

IMPOT SUR LES REVENUS DES SOCIÉTÉS ET DES PERSONNES

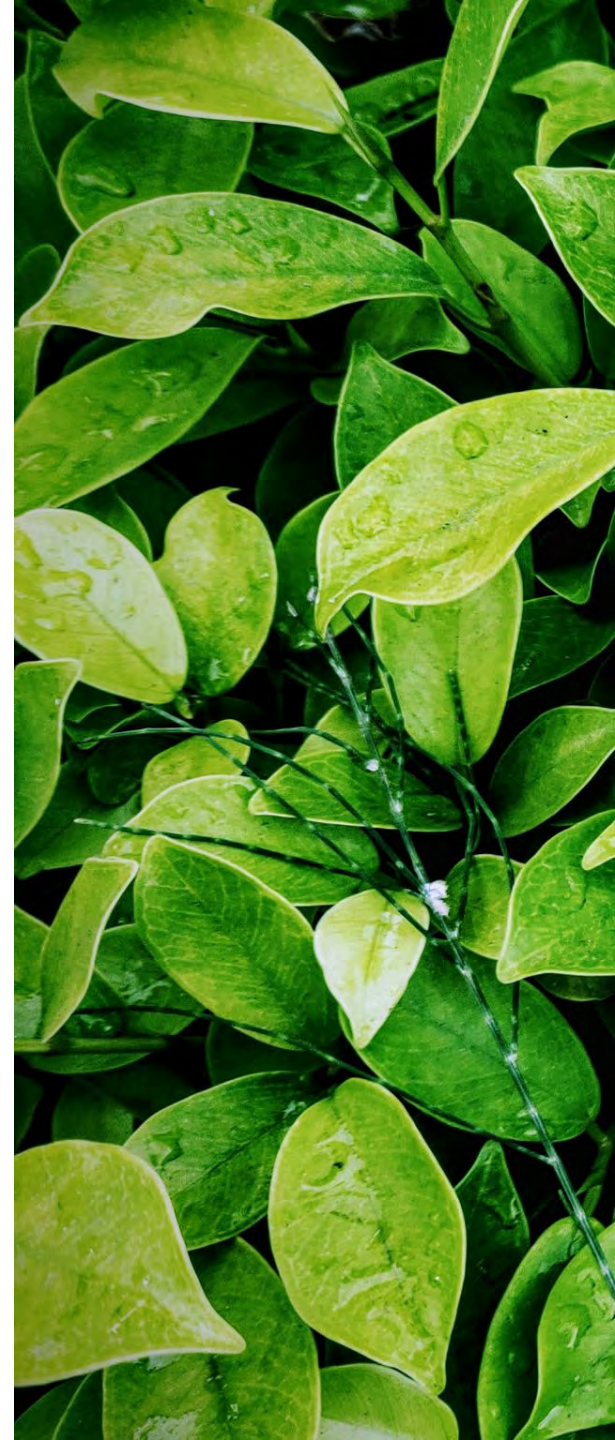
Le maintien par le gouvernement du régime fiscal global en tant que tel est une étape de grand soulagement et donnera certainement beaucoup de confiance aux employeurs pour la poursuite des investissements et la préservation de l'emploi.

On s'attendait à une augmentation de la fiscalité, qui a maintenant été supprimée, pour le plus grand bonheur des employeurs, des investisseurs et des maisons de commerce.

Ceci est particulièrement louable alors qu'il y a une fureur mondiale pour une augmentation des impôts pour financer le ralentissement économique lié au COVID et pour financer les dépenses publiques.

Nous félicitons le gouvernement d'avoir maintenu le régime fiscal déjà attractif à tous les niveaux.

Les contribuables des particuliers bénéficieront également du statu quo.





TACTS

Incitations Sectorielles

Immobilier /Infrastructure/Pharmacie/
Hôtellerie/Autre





Incitations Sectorielles

- Annonce de MRU 8 milliards pour des projets à travers l'île
- Un fonds de MRU 5 milliards est alloué dans le cadre d'un d'une institution industrielle et financière (« Industrial and Financial Institution » ou « IFI ») qui, entre autres, examinera :
 - Crédit-bail à un taux d'intérêt de 2%, étalé sur 9 ans
 - Taux d'intérêt réduits de 3,1 % à 2,1 % pour moins de MRU 50 millions
 - Certificat d'investisseur premium pour les projets d'investissement de plus de MRU 500 millions EDB mettra en place diverses sections de facilitation pour une plus grande facilité des affaires

ÉNERGIE

- Passer du charbon à des ressources plus vertes
- Investissement dans les infrastructures de la CEB
- Prêt DBM à taux d'intérêt de 2% pour l'investissement solaire pour les maisons
- Suppression du droit de 5% sur les fourgons électriques jusqu'à 180 K watts
- Subvention sur les bus augmentée de MRU 1 M à MRU 1,2 M et MRU 1,5 M pour les petits et grands bus respectivement





Incitations Sectorielles

TOURISME

- Ouverture partielle des frontières prévue le 15 juillet
- Ouverture complète à partir du 1er octobre pour ceux ayant un test PCR négatif
- La « Mauritius Tourism Promotion Authority » (MTPA) obtiendra MRU 420 millions pour le marketing des destinations
- Le « Wage Assistance Scheme » prolongé jusqu'en septembre 2021.
- Le « Invest Hotel Scheme » a maintenant augmenté à 80% et avec le propriétaire autorisé à rester pendant 6 mois.
- Les villas sous le « Invest Hotel Scheme » peuvent désormais avoir un investissement minimum de USD 375K

Les programmes ci-dessus aident à réduire la dette de l'industrie hôtelière par le biais d'IDE et d'investissements locaux à travers le « Invest Hotel Scheme ». L'engrenage très élevé sera, espérons-le, réduit et incitera les futurs projets de développement hôtelier, nécessaires pour atteindre l'objectif de 2 millions d'arrivées de touristes d'ici 2025.





Incitations Sectorielles

Pharma et BioTech

- Exonération du « Registration Duty » et du « Land Transfer Tax »
- Certificat Investisseur Premium
- Un capital d'amorçage de MRU 1 B sera alloué au « Mauritius Institute of Biotechnology » pour la mise en place d'une usine de fabrication de vaccins COVID 19 et d'autres produits.

Cette avance gouvernementale dans la lutte contre le COVID 19 est la bienvenue, ce qui créera une autosuffisance dans la fabrication de médicaments, stimulera l'innovation et créera des opportunités d'exportation pour la région.

De plus, l'impôt sur les sociétés de ce secteur a été révisé à 3 % au lieu de 15 %, ce qui constitue une incitation supplémentaire à l'investissement et à l'expansion.

Il existe également un crédit d'impôt complet pour le coût d'acquisition de brevets pour fabriquer des médicaments génériques et des médicaments, un autre système de soutien solide du gouvernement.

Les autres avantages comprennent l'exonération du « Registration Duty », le « Land Transfer Tax », de la taxe de conversion des terres et de la TVA sur la construction.





Incitations Sectorielles

Construction and Immobilier

- MRU 2 milliards pour l'achat de terres privées dans une banque foncière souveraine
- Remboursement du prêt immobilier de 5% jusqu'à MRU 500K
- Exonération du « Registration Duty » pour le premier achat de MRU 5 millions par un premier acheteur
- Programme hypothécaire pour couvrir le prêt à 100 % pour les constructeurs/propriétaires de maisons individuelles

Le logement et les autres activités de construction sont empiriquement les locomotives de toute croissance économique et la mesure budgétaire est un pas dans la bonne direction, incitant l'acheteur tout en obtenant les liquidités des banques à lancer sur le marché.





Incitations Sectorielles

Autres

- Avec 4 nouveaux accords de libre-échange : AFCTA, accord États-Unis-Royaume-Uni, CECPA et ALE Maurice-Chine, leur mise en œuvre sera désormais gérée à partir d'un guichet unique à l'EDB
- Programme de subvention du fret prolongé jusqu'en 2022
- Mouillage et autres droits de port réduits à 25 % pour les premières 24 heures et à 50 % pour les 24 heures suivantes.
- Les développeurs tiers de ports francs peuvent louer de l'espace pour des sociétés n'ayant pas le statut de société zone-franche.

Maurice est idéalement placé pour rester la porte d'entrée de l'Afrique à la fois pour la Chine et l'Inde, ainsi que pour s'aligner sur le commerce panafricain, couvrant plus de 70% de la population mondiale. L'implication d'EDB pour faciliter les affaires dans le cadre des différents ALE aidera certainement les entreprises de ces partenaires ALE à augmenter considérablement, et c'est là encore une étape bienvenue.

Les entreprises manufacturières exportant vers l'Afrique bénéficieront d'une double déduction fiscale dans certains domaines de la recherche et du développement.





Incitations Sectorielles

Autres

- Pas de « Land Transfer Tax » sur les campus étudiant
- 3 % CIT pour les universités privées

L'effort visant à consolider Maurice en tant que pôle d'éducation est également soutenu dans ce budget en exonérant les entreprises des droits de cession immobilière pour la construction de campus étudiants.

Par ailleurs, l'impôt sur les sociétés pour les universités privées accréditées internationalement n'entraînera que 3 % d'impôt, contre 15 % auparavant.





TACTS

Immigration & Residence

Occupation Permit/ Permis de travail et de Résidence



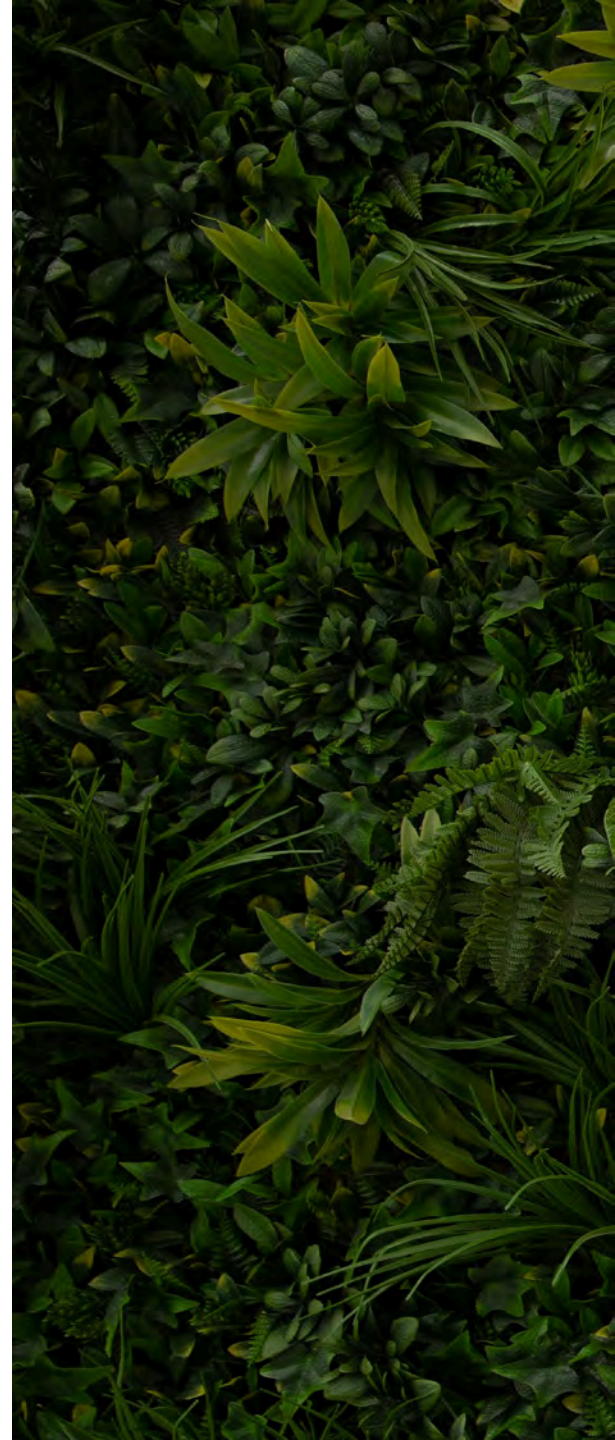


Immigration & Residence

Occupation Permit

Les Occupation Permit (OP) seront revues comme suit:

- La durée d'un OP pour professionnels sera étendue de 3 ans à 10 ans, comme est le cas avec les autorisations pour investisseurs, les travailleurs indépendants, et les non-ressortissants retraités.
- Les non-ressortissants retraités détenant un OP en tant que professionnel seront alloués la flexibilité to changer de profession sans avoir à soumettre une nouvelle application, à condition de répondre aux critères de base.
- Les non-ressortissants détenant un OP en tant que travailleur indépendant seront permis de former une société à actionnaire unique, et d'employer du personnel administratif
- Les critères pour le « Young Occupation Permit » sera revu et la liste des services admissibles seront enlevés, rendant automatiquement éligibles, après les études, les étudiants qui de qualifient pour une durée étendue de 10ans sous le « Young Occupation Permit »

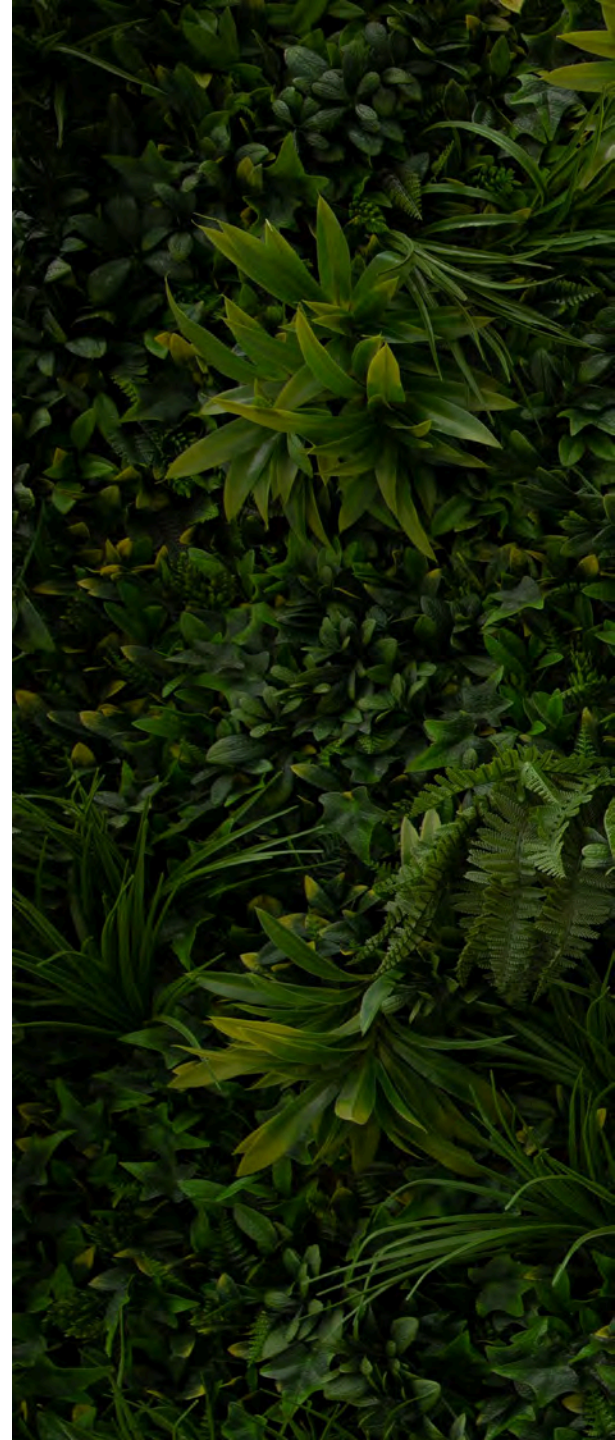




Immigration & Residence

Permis de Residence

- Les conjoints des détenteurs d'OP désirant investir ou travailler à Maurice seront exemptés d'application pour les OP ou permis de travail
- La limite maximale d'âge de 24 ans pour dépendants sera supprimée
- Un non-ressortissant pourra faire une demande pour un OP quel que soit son statut de visa au moment de son arrivée sur le sol mauricien (l'exigence pour un visa d'affaires est supprimé)
- Le salaire mensuel pour un OP pour un professionnel dans les services financiers sera ramené à MUR 30,000 pour les professionnels ayant 3 ans d'expérience dans les secteurs de la comptabilité des fonds et de la conformité, et ce pour une compagnie détenant un permis de la FSC.
- Une nouvelle catégorie est en train d'être introduite dans le cadre du régime d'occupation. Une autorisation de 10ans pour un « Family Occupation Permit » sera introduit pour ceux contribuant 250,000 USD aux « Covid-19 Projects Development Fund »





Immigration & Residence

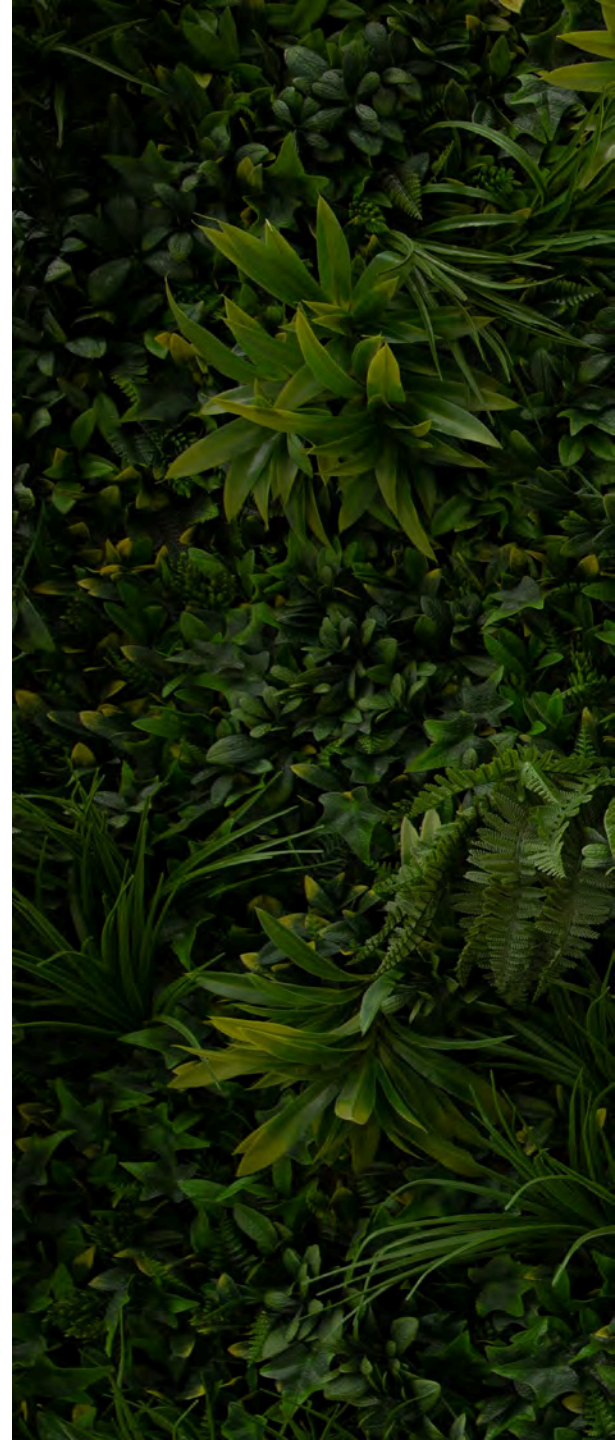
Permis de Travail

Permis de résidence permanente

- Les titulaires d'un permis de résidence permanente de 10 ans le verront automatiquement prolongé à 20 ans.
- Les titulaires d'un permis de résidence permanente de 20 ans pourront renouveler leur permis et auront la possibilité de basculer entre investisseur, professionnel et non-citoyen à la retraite.

Permis de travail

Le permis de travail sera prolongé permettant aux Mauriciens et aux résidents non-ressortissants de faire venir des aides-soignants et des domestiques étrangers pour travailler à Maurice





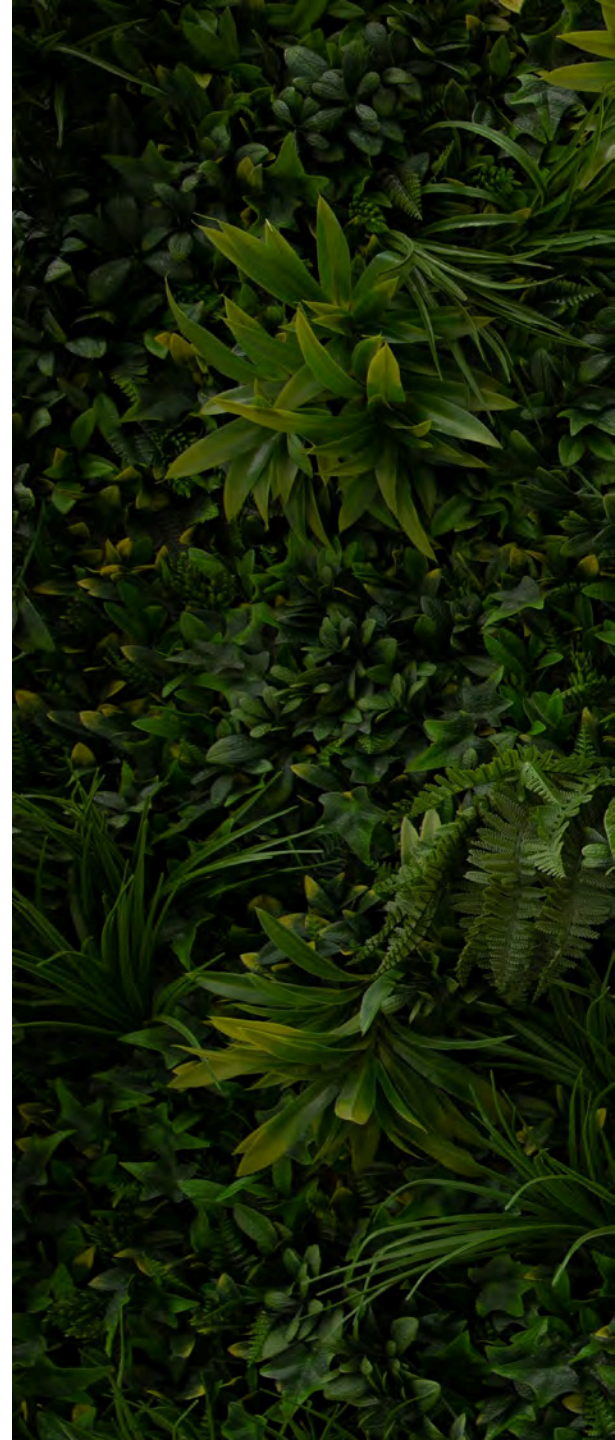
Immigration & Residence

Permis de Travail

Certificat d'Investisseur Premium

- Investissement minimum de MRU 500 millions (hors produits pharmaceutiques)
- Incitations à négocier avec l'EDB, recommandées par le comité technique et approuvées par le Ministère des Finances sur les terrains et les bâtiments, les infrastructures et les équipements publiques, les incitations fiscales, les autres taxes, droits, redevances, charges et prélèvements, les exigences en matière de main-d'œuvre (y compris la main-d'œuvre étrangère), permis et licences et bourses de formation

Le gouvernement a adopté une approche favorable en reconnaissant les lacunes actuelles dans le positionnement de Maurice comme une juridiction à long terme et favorable aux familles. Cela est évident dans la proposition d'extension du droit des conjoints des titulaires de OP d'investir et/ou de travailler librement ainsi que la renonciation à la limite d'âge maximal pour personnes à charge, une question controversée de longue date qui préoccupe les familles non-ressortissantes à la recherche d'une destination inclusive





TACTS

Commentaires de Clôture





Commentaires de Clôture

Le projet de Budget des Finances de Maurice 2021-22 est un acte bien équilibré de l'Honorable Ministre des Finances, maintenant le soutien continu du gouvernement aux secteurs en difficulté, progressant dans son programme socio-économique et créant, avec bonheur, près de 10 000 nouveaux emplois avec le gouvernement.

Le maintien global du régime fiscal de l'année dernière au début de la pandémie, et cette année encore plus durement touchée par la maladie, témoigne de l'approche mûre du gouvernement pour ne pas alourdir davantage les contribuables (particuliers et entreprises). Il s'agissait d'une crainte qui a été apaisée et qui renforcera certainement la confiance des investisseurs et assurera la protection et la régénération de l'emploi.

D'autres incitations à l'immigration et à l'investissement mondiaux s'ajouteront également à un plus grand flux commercial, à des réserves de devises plus fortes et à une roupie mauricienne renforcée, ainsi qu'à une grande exposition et harmonie sociales.

D'un point de vue philosophique, ce budget aurait pu être meilleur, mais il aurait aussi pu être bien pire ! Maintenir le statu quo sur la fiscalité sans réduire les dépenses publiques et les réformes est une démarche audacieuse et progressive pour l'amélioration globale de l'économie mauricienne.





Aditi Boolell

Director

a.boolell@templegroup.mu



Esmarie Swanepoel

Lead Advisory: Expat & Immigration

e.swanepoel@templegroup.mu



Parwez Nayek

Team Leader

p.nayek@templegroup.mu





DISCLAIMER

- This document is submitted to the Clients for the purpose of providing a general overview of the regulatory, corporate and tax regime as announced in the Mauritius Budget Speech 2021-22.
- This document, the information contained herein, and all enclosed documents and annexes are the property of the TACTs. The sharing of this document is authorized solely to the recipient of the document/s.
- The synopsis, comments, opinions, and the document/s content as a whole, or in part, do not purport or constitute a legally binding opinion, and users are advised to engage with TACTs for specific queries and issues.
- TACTs bears no responsibility as to the interpretation made and actions engaged by anyone on the basis of the document/s, as further avers that the provisions and statements in the Mauritius Budget Speech 2021-22 are subject to changes and final enactment.





TEMPLE
ACCOUNTING &
TAX SERVICES



TEMPLE
GROUP

www.templegroup.mu

All rights reserved – Temple Group